

profit de l'Union de la gauche. Elles préfèrent, le cas échéant, offrir le gouvernement aux réformistes et les étrangler dans un réseau d'engagements et de contraintes légales comme le fit la démocratie chrétienne au Chili. Seules des personnalités (comme Jobert, Charbonnel, Hamon) ou des groupuscules (comme l'U.J.P.) envisagent de constituer une quatrième composante bourgeoise de l'Union de la gauche, ou une troisième et demi, le parti radical de gauche leur ouvrant toutes grandes ses portes.

15.

Le projet des partis réformistes P.C., P.S., est un projet de collaboration de classe ; leur programme commun est un programme de collaboration de classe. Il ne fait aucun doute que P.C. et P.S. souhaitent que l'Union de la gauche s'élargisse et se transforme en Front Populaire classique. C'est pourquoi les radicaux de gauche, symbolisant et concrétisant au sein de l'Union de la Gauche la volonté d'alliance interclassiste des partis ouvriers réformistes, les militants révolutionnaires devaient appeler, en 1973, à voter exclusivement pour les candidats du P.C. et du P.S. Mais jusqu'à ce jour, **l'Union de la gauche représente essentiellement une alliance entre les partis ouvriers réformistes, social-démocrate et stalinien, et on ne peut en aucun cas définir la candidature présidentielle de Mitterrand comme celle d'un Front populaire constitué.**

La réalisation d'un projet de collaboration de classe, l'application d'une politique de collaboration de classe peut passer par une alliance inter-classiste de type Front populaire. Mais ce n'est pas toujours nécessaire : des partis ouvriers réformistes peuvent former seuls un gouvernement et appliquer une politique de collaboration de classe. En mélangeant projet de collaboration de classe et politique de collaboration de classe déjà éprouvée par les masses, en confondant projet de Front populaire et Front populaire déjà constitué, on ne peut que semer la confusion quant aux tâches concrètes des révolutionnaires. Ainsi, faire d'un projet de collaboration de classe et d'alliance avec des secteurs significatifs de la bourgeoisie un critère déterminant pour la détermination des consignes de votes, revient à placer les révolutionnaires dans un faisceau de contradictions insolubles. Cela peut tendre à la généralisation d'une position abstentionniste, tant il est vrai que **tout** parti social-démocrate, et aujourd'hui stalinien, a comme ligne politique la collaboration de classe et comme projet l'alliance avec des secteurs de la bourgeoisie. Cela peut faire oublier que les réformistes au gouvernement n'ont pas nécessairement besoin des ministres bourgeois pour mener une politique anti-ouvrière et contre-révolutionnaire. Cela fait peu de cas de ce qui fonde la politique communiste révolutionnaire en matière électorale : la nécessité pour les masses de faire l'expérience pratique du réformisme face au problème du pouvoir pour perdre leurs illusions démocratiques bourgeoises, et comment l'expérience pratique de l'entrée de secteurs bourgeois significatifs (tels que les militaires dans le gouvernement Allende) peut motiver un changement dans l'attitude des masses et des militants révolutionnaires à l'égard d'un gouvernement des organisations ouvrières réformistes.

C'est pourquoi, s'ils avaient appelé à l'abstention au second tour des présidentielles, les révolutionnaires auraient été concrètement perçus comme ceux qui ont interdit à la classe ouvrière de faire l'expérience du réformisme au pouvoir et de sa « voie » électorale au socialisme ; ils auraient été perçus comme neutres dans un affrontement entre, d'une part le mouvement ouvrier organisé à direction réformiste et, d'autre part, la totalité des partis bourgeois repré-

sentatifs. La condition essentielle pour appeler à voter pour un candidat réformiste est de garder la totale indépendance de propagande et d'agitation et de l'utiliser.

La candidature de Charles Piaget au premier tour, sur la base d'un accord programmatique aurait, par son caractère symbolique et son écho de masse, démultiplié l'impact des explications révolutionnaires. Après l'échec de cette candidature, la L.C.R. s'y est employée avec tous les moyens qui pouvaient être à sa disposition, en présentant la candidature Krivine au premier tour, et en menant entre les deux tours une campagne visant à organiser la défiance envers Mitterrand.

16.

Dénoncer dès à présent l'Union de la gauche comme un Front populaire constitué ne pourrait conduire qu'à une dangereuse confusion des tâches. En choisissant pour axe principal de bataille la rupture du P.C. et du P.S. d'avec les radicaux, ou encore (pour ceux qui tiennent le P.S. pour un parti bourgeois), la rupture du P.C. d'avec les radicaux et le P.S. En leur demandant d'appliquer leur programme alors qu'ils n'ont pas de programme qualitativement distinct du Programme commun et que l'Union de la gauche est déjà, elle-même, une première application de leur programme.

Il n'est pas certain que l'Union de la gauche ait à se transformer en Front populaire classique pour accéder au gouvernement. L'acceptation des institutions et des lois de l'Etat fort bonapartiste, de la part du P.S. et du P.C., offre déjà à la bourgeoisie d'importantes garanties. Elle lui permet de conserver un président tout puissant au-dessus du gouvernement, habilité à dissoudre l'assemblée. Et dans le cas où un président de gauche serait élu, le mécanisme des institutions l'autonomise par rapport aux partis qu'il est censé représenter, le libère de ses engagements programmatiques et le propulse au rôle d'arbitre à la charnière entre les classes. Mitterrand s'était ainsi explicitement préparé au rôle de Bonaparte de gauche en se présentant comme le virtuel président de tous les Français, en renonçant à ses fonctions dans le P.S., en élaborant une charte présidentielle distincte du Programme commun (réservé aux seuls accords de gouvernement), en prévoyant la formation d'un gouvernement de personnalités (communistes inclus) et non des partis ouvriers en tant que tels.

C'est pourquoi, s'il est juste et éducatif de dénoncer toute ouverture de collaboration de classe, fut-ce la présence des radicaux de gauche dans l'Union de la gauche, les axes de bataille sont, jusqu'à nouvel ordre ailleurs. Ils résident dans la lutte pour **l'auto-organisation de la classe ouvrière**, meilleure garantie contre toutes les formes de collaboration de classe à venir. Ils résident dans la lutte **pour le démantèlement de l'Etat fort**, pour l'abrogation de la Constitution de 1958, pour l'abrogation des juridictions d'exception, pour la défense et l'élargissement des libertés démocratiques et ouvrières, pour l'élection à la proportionnelle d'une assemblée constituante. Car contrairement à ce que prétendent les réformistes, le démantèlement de l'Etat fort n'est pas une préoccupation formelle et légaliste, mais le combat contre l'instrument de guerre civile que s'est forgé la bourgeoisie et que les réformistes s'approprient à occuper pacifiquement au lieu de le détruire.

17.

Deux ans après la signature du Programme commun, le P.C.F. n'est déjà plus le premier parti électoral de la gauche. Cette simple constatation met en évidence les contradictions puissantes qui naissent de l'orientation du P.C.F. De plus, le rôle de frein ou de force